

Cote du document: EB 2015/LOT/P.10
Date: 23 mars 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de financement supplémentaire en faveur de la République-Unie de Tanzanie pour le Programme de développement du secteur agricole – élevage: appui au développement pastoral et agropastoral (sous-programme pour Zanzibar)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Francisco Pichon
Directeur dans le pays
téléphone: +39 331 687 1650
courriel: f.pichon@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement supplémentaire en faveur de la République-Unie de Tanzanie pour le Programme de développement du secteur agricole – élevage: appui au développement pastoral et agropastoral (sous-programme pour Zanzibar), telle qu'elle figure au paragraphe 23.

Mémoire du Président

Proposition de financement supplémentaire en faveur de la République-Unie de Tanzanie pour le Programme de développement du secteur agricole – élevage: appui au développement pastoral et agropastoral (sous-programme pour Zanzibar)

I. Contexte

1. Le présent mémoire a pour objet de solliciter l'approbation d'un financement supplémentaire, sous la forme d'un prêt d'environ 3,7 millions d'USD, pour le Programme de développement du secteur agricole – élevage (ASDP-L): sous-programme pour Zanzibar (République-Unie de Tanzanie), que le Conseil d'administration a approuvé en septembre 2005. Ce financement supplémentaire sera utilisé pour appuyer la reproduction à plus grande échelle des interventions du programme couronnées de succès et de ses résultats.
2. Pour répondre à la demande de financement supplémentaire présentée par le Gouvernement tanzanien, des fonds seront alloués au titre du cycle 2013-2015 du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP); ils seront complétés par une contribution du Gouvernement révolutionnaire de Zanzibar d'un montant de 278 000 USD.
3. L'objectif de développement de l'ASDP-L est que les savoirs et les technologies appropriés soient plus facilement accessibles et mieux utilisés par les petits exploitants agricoles, les éleveurs et les pêcheurs de Zanzibar, notamment les populations rurales pauvres, femmes et hommes. Ces savoirs et ces technologies contribuent en effet, grâce à des partenariats durables avec des prestataires de services, à assurer aux ménages l'autosuffisance alimentaire et des revenus monétaires adéquats, et donc des moyens d'existence.
4. Le Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles est l'organisme d'exécution de l'ASDP-L. Ce programme est entré en vigueur le 30 janvier 2007 et, du fait de sa prolongation récemment approuvée, les nouvelles dates d'achèvement et de clôture sont reportées respectivement au 31 mars et au 30 septembre 2017.

II. Justification du financement supplémentaire

5. La demande formulée remplit tous les critères d'admissibilité à un financement supplémentaire, conformément au bulletin du Président PB/2014/01/Rev.1, à savoir: i) les fonds du programme initial sont presque entièrement décaissés, et le profil de décaissement correspond aux déboursements prévus; ii) avec une note moyenne de 4,96 établie d'après les rapports sur l'état d'avancement des projets, l'ASDP-L est considéré comme l'une des opérations les plus performantes de la région de l'Afrique orientale et australe; iii) les aspects fiduciaires sont également bien notés (4 en moyenne) et, en montants cumulés, la contribution du

gouvernement au programme est satisfaisante; et iv) le sous-programme pour Zanzibar respecte toutes les dispositions juridiques, notamment la présentation en temps voulu des rapports d'audit pour 2013-2014 et de l'opinion sans réserve relative à l'exercice financier précédent. Les dates initiales de mise en œuvre et de clôture ont été reportées afin de tenir compte du financement supplémentaire proposé.

6. Le succès du sous-programme et la possibilité de consolider et de reproduire à plus grande échelle ses résultats, au profit des groupes cibles et des autres groupes, sont des arguments convaincants en faveur de l'apport de fonds supplémentaires par le FIDA. Ce financement permettra de poursuivre les activités afin de consolider et de reproduire à plus grande échelle les interventions couronnées de succès qui ont manifestement amélioré les revenus des ménages et les moyens d'existence des agriculteurs et des éleveurs. Il contribuera aussi à atteindre l'objectif fixé, à savoir 66 000 ménages, dont 35 000 ont déjà été atteints, ainsi qu'il est noté dans l'évaluation du programme de pays (EPP) que le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA vient d'achever.
7. Les activités qui seront soutenues par le financement supplémentaire sont conformes aux objectifs du programme en cours et ne nécessiteront pas de modifier son descriptif initial, ni sa couverture géographique, les modalités de son exécution, ses composantes ou ses catégories de dépenses. Le financement supplémentaire sera utilisé pour améliorer, consolider et reproduire à plus grande échelle la composante autonomisation des agriculteurs selon la méthode des fermes-écoles, qui a de toute évidence permis d'améliorer les revenus et les moyens d'existence des bénéficiaires ciblés et des groupes non ciblés.
8. L'EPP a mis en relief le succès du sous-programme et son impact dans les communautés rurales ciblées. Cette évaluation a également établi la pertinence, l'efficacité, l'efficacé et la durabilité du sous-programme, qui résultent de l'importance accordée au transfert de technologies et à la diffusion des savoirs, et elle a recommandé de reproduire ses innovations à plus grande échelle.

A. Performance de l'exécution du programme

9. La réalisation des objectifs et des cibles du programme, notamment les progrès notables accomplis sur la voie de l'autonomisation des femmes et des jeunes, a incité à solliciter un financement supplémentaire. D'après les données disponibles, 62% des membres des groupes des fermes-écoles sont des femmes, et 40% des jeunes. Un nombre non négligeable de femmes et de jeunes occupent également des fonctions de direction dans les groupes et les villages. Ces résultats impressionnants ont été confirmés par plusieurs évaluations distinctes, parmi lesquelles l'EPP et l'évaluation de l'impact des fermes-écoles menée en septembre 2014.
10. L'empressement des membres des fermes-écoles à former des groupes fondés sur l'effet d'entraînement a permis d'inclure 12 954 agriculteurs supplémentaires, soit une augmentation de 60% par rapport au nombre de participants aux fermes-écoles formés directement. Cette participation active met en évidence les effets bénéfiques engendrés par le programme, ainsi que les principes de la solidarité sociale et l'aspiration à la reconnaissance au niveau des communautés, qui sont manifestement largement partagés. Un mouvement fondé sur les fermes-écoles semble voir le jour; il pourrait constituer une forme de protection sociale qui devrait être reconnue et soutenue.
11. Les services d'appui à l'élevage ont permis d'améliorer grandement les pratiques et la productivité dans ce domaine. À titre d'exemple, il ressort des rapports de suivi du sous-programme que la production d'œufs et de lait a doublé dans les fermes qui ont eu accès à ces services. En outre, les éleveurs ont également indiqué que la production de fumier leur a permis de tripler la production de certaines cultures (par exemple bananes, manioc et tomates), ce qui a contribué à améliorer la

sécurité alimentaire et les revenus des ménages. D'après d'autres résultats du programme, 53% des agriculteurs ont signalé un accroissement de productivité des cultures et de l'élevage, et 24% une augmentation des revenus. Compte tenu de ces résultats, il est devenu indispensable d'améliorer l'accès aux marchés et de développer les activités apportant une valeur ajoutée. Le programme a aussi aidé les ménages à construire des unités de production de biogaz, réduisant ainsi les dépenses et atténuant les effets sur l'environnement et la santé liés à l'utilisation de charbon de bois pour la cuisine. L'approche fondée sur les fermes-écoles a offert aux femmes et aux hommes des zones rurales une occasion unique de communiquer dans le contexte des processus d'apprentissage social. Il est apparu que les groupes fondés sur les fermes-écoles tenaient compte de la spécificité des sexes dans la répartition des rôles de direction et des autres rôles, ce qui a renforcé la cohésion sociale au sein des communautés.

B. Description des activités prévues

12. La stratégie de mise en œuvre du financement supplémentaire mettra davantage l'accent sur la création d'entreprises fondées sur les fermes-écoles, l'accès aux marchés et les services, financiers ou non, en cherchant à renforcer les effets de synergie avec d'autres programmes appuyés par le FIDA, tels que le Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale (MIVARF), qui est en cours d'exécution à Zanzibar. Les enseignements tirés des expériences précédentes ainsi que les demandes formulées par les membres des fermes-écoles justifient de renforcer cette approche, dont le bien-fondé est confirmé par les conclusions de l'EPP: pour assurer la durabilité des interventions du programme, il faut faciliter les initiatives fondées sur le marché et auto-organisées qui profitent aux familles des participants aux fermes-écoles et renforcent donc le cercle vertueux de l'intensification agroécologique durable et des incitations économiques.
13. Les risques liés aux initiatives fondées sur le marché seront suivis de près afin de garantir, dans la mesure du possible, la durabilité sur le plan financier, organisationnel et social. À cet égard, plusieurs modalités seront appliquées, notamment: la collaboration avec les associations commerciales existantes; l'agriculture sous contrat avec des partenaires locaux; et la création de coopératives fondées sur les fermes-écoles en vue de faciliter l'intégration dans les filières régionales. Les quelques améliorations apportées aux marchés locaux de produits laitiers et de fruits et légumes, et les investissements plus importants du MIVARF en faveur des infrastructures, offriront également d'autres possibilités.
14. Le programme organisera les services de soutien aux initiatives fondées sur le marché par le biais des pépinières d'entreprises qui sont rattachées aux centres de ressources agricoles de district existants. Les forums paysans de district, les agents de vulgarisation de quartier et autre personnel prêteront leur concours à ces activités. Il est prévu que seules quelques fermes-écoles auront une organisation solide, des avoirs productifs et la possibilité de formuler et mettre en œuvre un plan d'activité pendant les deux prochaines années. Les autres continueront de participer aux interventions stratégiques présentées ci-dessous, tout en bénéficiant des marchés locaux en tant que producteurs individuels ou groupes informels.
15. Les interventions stratégiques entreprises grâce au financement supplémentaire comprendront les trois principales activités suivantes:
 - i) Intensification agricole durable, fondée sur la méthode des fermes-écoles, qui devrait être poursuivie et renforcée en consolidant le "lien entre l'agriculture et la nutrition"¹, en favorisant la résilience face au changement climatique (par exemple, moyennant la diversification des systèmes de production) et en développant les capacités appropriées des organisations de

¹ Hawkes, C. et Ruel, M.T., 2020, communication 4: Value Chains for Nutrition (Les filières et la nutrition) (actualisée en juin 2011).

base et des réseaux sociaux. Un soutien sera apporté aux fermes-écoles existantes, y compris les groupes fondés sur l'effet d'entraînement, et des fermes-écoles nouvelles seront créées.

- ii) Création d'entreprises fondées sur les fermes-écoles (coopératives, associations commerciales, agro-industries et autres) afin d'intégrer effectivement les ménages participants aux marchés locaux (filières courtes), afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'accroître leurs revenus. Les groupes des fermes-écoles qui adhèrent aux associations commerciales ou à d'autres types de coopératives, ou qui créent des petites entreprises indépendantes, continueront de participer aux processus d'apprentissage liés à l'intensification durable. D'autre part, les entreprises qui mettent en place des opérations viables seront aidées à créer d'autres entreprises de la même manière que les groupes fondés sur l'effet d'entraînement ont été précédemment formés.
 - iii) Renforcement des forums paysans de district (et des autres organisations de petits agriculteurs et éleveurs qui pourraient voir le jour) en tant qu'organisations représentatives dont le rôle comprend: le suivi-évaluation participatif des programmes du secteur agricole et d'autres programmes du secteur public; la coordination des acteurs des chaînes de valeur et d'approvisionnement; la planification participative; et la gestion des ressources naturelles, entre autres activités liées d'une manière générale à la gouvernance. Les forums paysans de district pourraient aussi entreprendre de créer une association faitière de petits agriculteurs et d'éleveurs, qui réunirait l'ensemble des membres des fermes-écoles de Zanzibar.
16. Outre ces activités, on s'emploiera également à renforcer les synergies entre le programme et les autres programmes appuyés par le FIDA (en particulier le MIVARF), en établissant des liens entre les entreprises fondées sur les fermes-écoles et des partenaires commerciaux motivés, par le biais de divers partenariats potentiels public-privé-producteurs (4P). Les interventions fondées sur les fermes-écoles seront également associées à des activités participatives de recherche complémentaires portant sur des sujets tels la lutte contre les ravageurs et la gestion des maladies, dans le contexte de la mise en œuvre de systèmes biologiques de production, de la santé animale et de la diversification. Enfin, compte tenu de la proposition de don régional² en faveur de Heifer International, qui prêtera son appui aux programmes de pays du Rwanda et de la République-Unie de Tanzanie, l'ASDP-L sera le point de référence pour tirer parti du partenariat avec Heifer International, en vue d'un impact durable dans le secteur de l'élevage à Zanzibar.

C. Description et quantification des avantages escomptés

17. Le cadre de résultats du programme a été simplifié et modifié afin de tenir compte des orientations stratégiques du financement supplémentaire et de la prolongation de la période d'exécution. Le cadre logique actualisé est joint au présent mémorandum.
18. Les avantages escomptés du financement supplémentaire sont les suivants:
- i) accroissement de la productivité des cultures et du bétail grâce à un meilleur accès aux savoirs et techniques agricoles;
 - ii) avantages sociaux pour les femmes et les jeunes résultant d'une plus grande autonomisation et d'une meilleure intégration;
 - iii) résilience face au changement climatique grâce à la diversification des cultures et à l'association entre production agricole et production animale;
 - iv) renforcement des capacités des organisations de base et des réseaux sociaux;
 - et v) intégration effective des membres des fermes-écoles dans les filières, ce qui

² Le don régional intitulé "L'élevage en Afrique orientale en tant que moyen d'existence", octroyé à Heifer International, facilitera les partenariats et la collaboration par le biais du Projet d'appui à des pratiques après récolte et à un secteur agroalimentaire au Rwanda et de l'ASDP-L à Zanzibar.

entraînera une amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des revenus. Au total, les ménages bénéficiaires ciblés sont au nombre de 66 100.

III. Coût et financement du programme

19. Le coût total de l'enveloppe de financement supplémentaire s'élève à 3,978 millions d'USD. Les contributeurs à ce financement supplémentaire sont le FIDA avec un prêt de 3,7 millions d'USD, et le Gouvernement révolutionnaire de Zanzibar, qui apporte 278 000 USD. Les détails figurent dans les tableaux ci-après.

Tableau 1
Coûts du programme, par composante et par financeur
(En milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Gouvernement</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Autonomisation des agriculteurs	1 958,0		147,4		2 105,4	
2. Appui technique au développement de l'élevage	635,4		47,8		683,2	
3. Appui à la concertation sur les politiques et aux cadres juridique et réglementaire						
4. Gestion et coordination	1 107,0		83,3		1 189,9	
Total	3 700,4		278,5		3 978,5	

Tableau 2
Coûts du programme par catégorie de dépenses et par financeur
(En milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Gouvernement</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Travaux de génie civil						
2. Véhicules, équipement et matériaux	94,4	93,0	7,1	7,0	101,5	
3. Formation, ateliers et études	728,9	93,0	54,9	7,0	783,8	
4. Assistance technique	336,5	93,0	25,3	7,0	361,8	
5. Contrats des prestataires de services						
6. Dons	1 669,9	93,0	125,7	7,0	1 795,6	
7. Coûts de fonctionnement	870,3	93,0	65,5	7,0	935,9	
Total	3 700,0	93,0	278,5	7,0	3 978,5	

IV. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

20. Le programme appliquera les modalités actuelles de gestion financière, de passation des marchés et de gouvernance, conformément aux procédures du FIDA et à celles du gouvernement. Le financement supplémentaire accordé par le FIDA sera transféré par le biais des comptes bancaires du programme existants.

V. Audit

21. Comme pour toutes les autres opérations financées par le FIDA dans le pays, les états financiers consolidés seront vérifiés par le Bureau du Vérificateur général et par l'Auditeur général du gouvernement, conformément aux Normes internationales d'audit et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets.

VI. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du programme

22. Ce financement supplémentaire implique de modifier l'accord de financement initial, de manière à tenir compte de l'allocation d'un montant additionnel à l'annexe 2. Les

activités relatives aux entreprises auto-organisées fondées sur les fermes-écoles et à l'accès aux marchés seront intégrées à la composante autonomisation des agriculteurs, qui apporte un appui aux fermes-écoles tant pour l'agriculture que pour l'élevage.

VII. Recommandation

23. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République-Unie de Tanzanie un prêt supplémentaire à des conditions particulièrement favorables, d'un montant équivalant à deux millions six cent trente mille droits de tirage spéciaux (2 630 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent mémorandum.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Updated logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal:			
Contribute to the sustainable reduction of rural poverty in the framework of the Zanzibar Strategy for Growth and Reduction of Poverty II	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Increased assets by 50% for participating households ▪ Child malnutrition reduced to < 5% in project area shehias by 2018 ▪ Basic need poverty line reduced from 49% to 20% in project area by 2018 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ National statistics ▪ Surveys supported by ASDP-L 	Political-progressive devolution and commercialisation continues and is translated into policy reforms.
Project Development Objective:			
Sustainable increased returns and livelihood of farmers through sustainable agricultural intensification ³ , diversification and self-organized enterprise development	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 66,000 households (% 60 women) receiving project services (RIMS) ▪ 60% of FFS households evidence 50% increase in income and assets from farm, value-added and/or service enterprises by 2018 ▪ 80% farmers (60% women) adopt recommended production practices and technologies (RIMS) ▪ 20% farmers (at least 40% women entrepreneurs) linked with the private sector 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Surveys and participatory evaluation conducted under ASDP-L ▪ Programme M&E reports ▪ Impact study and completion reports 	Continued Government commitment to institutionalize FFS
Component 1: Farmer empowerment			
Participating farmers have the skills and technologies, as well as access to processing, marketing, and enterprise development services	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 95% of participating farmers (60% women and unemployed youth) accessing facilitated advisory services ▪ 80% of new and existing FFS are strengthened through participatory learning processes to better manage sustainable intensification and diversification ▪ 9 DFF effectively coordinate actors in value-chain initiatives to benefit FFS based enterprises ▪ 50% of FFS-based enterprises that received training and business development services are operational after three years ▪ 100% of FFS-based enterprises that receive program support develop bankable business plans 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project M&E reports ▪ Participatory evaluation based on FFS member input 	<p>Continued Government commitment to institutionalize FFS</p> <p>Continued commitment of RGoZ and Districts on empowerment and community development in rural areas</p> <p>BDS services are available</p>

³ Includes both crop and livestock

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Component 2: Technical support to livestock development			
<p>Sustainable livestock development achieved through intensification and diversification of production, improved sector service delivery and increased private sector investment</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50% of FFS livestock holders have increased assets in livestock (number, type and quality) by 2018 ▪ 60% of FFS producers implement climate resilient practices measured by crop/livestock diversification and adoption of organic methods ▪ 60% of dairy producers have access to artificial insemination services ▪ 1 private veterinary practice in Pemba by 2016 ▪ At least 5 rural veterinary or livestock centers effectively maintained and used ▪ 40% of private and public service providers acquire increased capacities for service delivery ▪ Private investment in livestock marketing and processing increased by at least 30% by 2018 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project M&E reports ▪ Stakeholders report 	<p>Livestock and dairy farming is profitable and there is a demand for services</p> <p>AI services can be privatized</p>